

Le poids des données économiques dans l'Algérie de demain

Au cours d'une discussion sur l'Algérie, un de nos camarades a insisté sur l'importance du rôle que joueraient selon lui les données économiques dans la détermination de l'avenir de l'Algérie. Nous lui avons demandé des précisions et avons soulevé des objections. Voici le reflet de cette discussion.

I - Une situation économique très compromise...

Quelles que soient la nature et les formes que prendront les événements politiques en Algérie au cours des prochains mois ou des prochaines années, la vie économique prendra forcément la suite de ce qui existe actuellement, du "legs" laissé par le régime colonialiste. Ce legs n'est pas brillant. Et cela pour deux raisons principales.

La première tient à la nature elle-même. C'est une donnée de fait. L'Algérie est un pays méditerranéen qui, en dehors de quelques zones privilégiées, est très médiocrement doué au point de vue des productions agricoles. Sur une superficie d'environ 220 millions d'hectares, elle compte 170 millions d'hectares improductifs en raison du relief trop accentué et de l'insuffisance ou de l'irrégularité des pluies. Le reste, à l'exception de quelques millions d'hectares, ne peut être exploité que d'une façon extensive et souvent intermittente. De plus, les efforts poursuivis pour augmenter les superficies cultivables se heurtent à l'insuffisance des ressources hydrauliques. Seules quelques régions basses ou plaines côtières se prêtent à la polyculture intensive: il s'agit de l'Oranie, de la vallée du Chélif, de la plaine de la Mitidja,

de la plaine de Bône. Dès que l'on quitte une mince bande côtière qui dépasse rarement 150 km de profondeur, "le climat méditerranéen -- comme le dit un manuel de géographie -- se dégrade en climat subdésertique, les pluies sont de plus en plus rares et irrégulières et l'agriculture devient difficile. Seules sont possibles les cultures céréalières des régions sèches (blé dur, orge) et l'élevage extensif du mouton, pratiqué par les populations nomades".

Le sous-sol, bien qu'un peu mieux pourvu n'est pas non plus très riche. Si l'on met à part le pétrole et le gaz naturel du Sahara, les ressources minières sont la houille du bassin de Colomb-Béchar-Kénadza, assez mal situé, d'exploitation difficile et de rendement médiocre, le fer (bassin de Ouenza notamment), le plomb et le zinc, le phosphate (Constantine, Tebessa). Ainsi, malgré la présence des ressources énergétiques importantes récemment découvertes au Sahara, les conditions de base pour le développement de complexes industriels pouvant rivaliser avec ceux qui existent déjà en Europe ne sont pas réunies.

La deuxième raison de la faiblesse de la situation économique est liée au système colonial. La "mise en valeur" de l'Algérie s'est faite dans le sillage de l'économie métropolitaine, sans aucun souci pour l'équilibre propre et l'avenir de l'économie algérienne. Ainsi, au point de vue agricole, on a développé la culture de la vigne de façon excessive, y consacrant 390 000 hectares, donnant une production qui ne peut guère trouver de débouché qu'en France. Au point de vue industriel et minier, les transformations sur place, sauf en ce qui concerne les phosphates, ont été complètement négligées, et la plupart des matières premières sont exportées à l'état brut. Ainsi, l'Algérie demeure un pays très largement agricole, ne disposant que de quelques îlots industriels dispersés et de faible importance.

Le résultat de ces deux séries de facteurs est une économie incapable d'offrir des emplois à près de la moitié de sa

population active potentielle et ne fournissant à la population qu'un niveau de vie très médiocre: une économie déséquilibrée où un important secteur pré-capitaliste coexiste avec un secteur "moderniste" très profondément imbriqué à l'économie de la France, et un secteur "tertiaire" pléthorique et largement parasitaire. La guerre a apporté depuis 1954, et surtout depuis 1958, d'autres perturbations, injectant ses milliards à tort et à travers, et créant, dans certains secteurs, la construction urbaine par exemple, une prospérité relative particulièrement fragile.

... est-ce bien sûr?

Comme on le voit, le point de vue développé ci-dessus est assez proche de celui exprimé dans les milieux officiels français (au moins en ce qui concerne les difficultés ou les insuffisances liées au milieu naturel). Il s'écarte de façon sensible de la position exposée dans le Cahier n°10 de "NR" sous le titre: "L'économie algérienne est-elle viable?". C'est dire qu'il a suscité des objections. Voici les principales, avec les réponses fournies par notre camarade. Au lecteur de se faire une opinion.

1ère objection: L'Algérie, au point de vue agricole, est logée à la même enseigne que les autres pays méditerranéens, Espagne, Grèce, Italie. Or ces pays sont économiquement viables. Pourquoi l'Algérie ne le serait-elle pas, surtout si on ne la considère pas isolément mais en tant que partie intégrante du Maghreb?

réponse: Effectivement les conditions naturelles ne sont guère plus défavorables au Maghreb que dans les pays cités plus haut, au moins en ce qui concerne la façade maritime. Car l'intérieur, lui, beaucoup plus montagneux que les pays pris comme référence, beaucoup plus aride (le Sahara est tout proche), d'accès beaucoup plus difficile en raison de l'orientation générale est-ouest des chaînes de montagne successives, est nettement plus défavorisé. Or le "poids" de

ces régions dans l'ensemble du Maghreb, et surtout de l'Algérie prise isolément, est considérable comme il ressort des chiffres que j'ai cités plus haut. Mais ceci est relativement secondaire par rapport à l'influence des conditions historiques. C'est elles qui ont été véritablement déterminantes et qui ont accentué l'écart entre la viabilité économique d'un pays comme l'Italie, par exemple, et celle de l'Algérie. J'ai brièvement esquissé au début de mon exposé les dommages et les distorsions provoqués par la colonisation. Il faudrait sans doute y insister davantage. Par exemple l'importation des produits manufacturés français a ruiné l'artisanat local qui, dans l'Algérie pré-européenne, absorbait une partie de la main-d'œuvre excédentaire, valorisait sur place les produits bruts (cuir, laine, etc.), diversifiait l'économie. Le système colonial a par ailleurs joué un rôle négatif sur le plan de l'enseignement agronomique des autochtones. Et surtout il a donné à la viticulture une prépondérance scandaleuse qui déséquilibre complètement l'économie (la vigne fournissant de 40 à 45% des exportations algériennes). Il est facile de voir que les développements économiques de pays tels que l'Italie, l'Espagne, ou même la Grèce, pour aussi peu satisfaisants qu'ils aient été, n'ont pas été aussi catastrophiques. Le fossé entre l'économie de subsistance traditionnelle et l'économie de spéculation capitaliste est nettement moins accusé dans ces pays qu'au Maghreb. Les cultures sont plus diversifiées, de même que les exportations et les débouchés extérieurs. Je maintiens donc que, dans son état actuel, compte tenu des conditions naturelles et historiques, la situation économique du Maghreb, et de l'Algérie en particulier, est plus déséquilibrée, plus vulnérable, plus compromise que la situation des autres pays méditerranéens.

D'autre part, unifier le Maghreb en une seule entité économique est peut-être aller un peu vite en besogne. Les particularismes propres aux trois pays qui le composent ne sont pas négligeables et il n'est pas du tout sûr que cette

unification se fera dans les quelques mois ou les quelques années qui suivront l'indépendance de l'Algérie. L'expérience de la "décolonisation" de l'Afrique Noire a bien mis en lumière l'importance des forces qui s'opposent à l'unification économique des pays décolonisés: persistance des influences extérieures, rivalités entre leaders et entre fractions ethniques, etc. C'est pourquoi j'avais estimé fondé, envisageant le proche avenir de l'Algérie, de ne parler que de l'Algérie...

2ème objection: peut-on affirmer, comme tu le fais, que la viticulture algérienne ne trouvera de débouchés qu'en France?

réponse: regardons le problème un peu plus attentivement. Les seuls pays consommateurs importants de vin sont, à part la France, des pays comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, qui tous produisent non seulement le vin qu'ils boivent mais en exportent. Ils ne peuvent guère, au moins au cours des cinq prochaines années, tant que leur niveau de vie restera très au-dessous de celui de la France, absorber une part notable du vin algérien. Reste les pays comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, par exemple, qui eux ont un niveau de vie élevé et des devises et ne produisent pas, ou presque pas, de vin. Malheureusement, leurs habitudes sont telles qu'ils ne consomment pas beaucoup de vin et presque uniquement du vin de qualité (Bordeaux, Champagne, etc.). Or, l'Algérie produit surtout du gros vin, du vin à degré, du vin à coupage, fait sur mesure pour les caves de Nicolas ou de Viniprix, mais très peu apprécié tel quel sur les tables des gourmets anglais ou allemands. Certes une évolution des goûts et des habitudes de consommation est possible, et d'ailleurs probable, en Europe à longue échéance, de même qu'une certaine reconversion du vignoble algérien vers des vins de qualité n'est pas impossible à concevoir. Mais tout cela prendra du temps: cinq, dix, quinze ans. Or ce futur lointain est en dehors des perspectives de cet exposé et c'est pourquoi je n'en ai pas parlé. Ici encore je maintiens -- sans pour autant avoir

conscience de me ranger du côté des colonialistes -- que si, au lendemain de l'indépendance, les vins algériens perdaient leur débouché traditionnel, ils auraient les plus grandes difficultés à en trouver d'autres dans l'immédiat. Il suffit de se rappeler les problèmes qui se posent dans les régions vinicoles du midi français au cours des années de trop bonnes récoltes, pour entrevoir ce qui pourrait se poser dans les vignobles algériens en cas de grave mévente,

Passons donc à la suite de l'exposé.

II - Perspectives: transformation agraire et industrialisation.

La mauvaise situation économique de l'Algérie ne date pas d'hier: le chômage -- ou le "sous-emploi" dans les campagnes -- et la faiblesse du niveau de vie ont fourni un terrain privilégié pour le développement de l'insurrection anti-française. Ils ont puissamment aidé à lui donner un caractère révolutionnaire ou quasi-révolutionnaire. Ils ont, dans une certaine mesure, interdit à la puissance coloniale de trouver une réponse adéquate au problème posé ouvertement par l'insurrection. Ils vont dans une certaine mesure également, conditionner l'avenir. Car on ne peut pas concevoir, après la mise en question radicale qui se poursuit depuis 1954, après les sacrifices auxquels les masses algériennes ont été soumises, après la mobilisation en profondeur et la lutte armée de ces dernières années, que les choses s'arrangent à l'amiable entre la puissance ex-colonisatrice et les représentants de l'insurrection. Une solution à la tunisienne, à la marocaine, etc., est exclue. Même si les dirigeants du FLN étaient "modérés" et se voulaient réalistes, ils ne pourraient se permettre d'accepter une solution qui conduise à changer les équipes politiques et à laisser en place, dans leur ensemble, les structures économiques antérieures. Les "partisans" des maquis, les populations parquées dans les

camps de regroupements, les "suspects" des camps, les jeunes chômeurs des villes, etc., ne le toléreraient pas. Il leur faut autre chose, et en premier lieu, l'expropriation des grands et moyens propriétaires fonciers européens et une certaine reconversion de l'agriculture du type européen.

Transformation agraire.

Une transformation agraire est donc dans l'ordre des choses, mais elle sera surtout sensible dans le secteur "moderniste". Dans le secteur traditionnel en effet, les conditions naturelles, bien avant l'intrusion des Européens, avaient dicté un mode d'appropriation des terres collectiviste, ou mieux communautaire (les terres étant propriété indivise entre les membres du clan, du village, ou de la tribu) et un mode de faire-valoir mixte (culture et élevage, semi-nomadisme) qui tiraient le maximum des faibles ressources naturelles. Le progrès technique de ces cent dernières années ne paraît pas offrir des possibilités de rénovation radicale des anciennes méthodes. Des progrès paraissent toutefois possibles à une échelle limitée: les moyens de communication pourront être améliorés au prix d'efforts demandés aux villageois eux-mêmes (ce que l'on appelle "l'investissement humain") sans apports extérieurs importants. L'isolement des communautés rurales de l'intérieur se trouvera ainsi amoindri, les échanges améliorés, une certaine spécialisation des cultures rendues possible, entraînant une légère amélioration des rendements. En certains points, des moyens d'équipement légers pourront être mis en œuvre sans grands frais: groupes moto-pompes à essence, groupe électrogène à essence, etc. surtout si l'essence est cédée à ces communautés à très bas prix. De petits aménagements hydrauliques et des méthodes nouvelles, telles que le "dry-farming", pourront dans certains endroits également être réalisés ou introduites, améliorant les rendements, etc. Mais ceci demandera du temps, sera très parcellaire et ne nécessitera pas l'intervention d'une main-d'œuvre nombreuse.

Dans le secteur "moderniste", la transformation agraire est appelée à prendre deux aspects : un aspect social et un aspect technique. Dans l'optique où nous nous plaçons ici, l'indépendance entraînera l'expropriation des grands domaines européens, sans doute des domaines moyens. Que deviendront-ils? On ne peut le préjuger, mais on entrevoit les diverses forces qui entreront en jeu pour en décider. D'une part, il y aura vraisemblablement une pression en faveur d'un lotissement et d'un partage des terres entre les familles paysannes déjà installées sur ou à proximité des dits domaines, les familles actuellement regroupées dans les camps et que leurs communautés d'origine auront des difficultés à faire vivre, etc. Cette pression de la base trouvera sans doute des partisans à l'échelon gouvernemental parmi les éléments "modérés". D'autre part, il y aura des partisans de l'indivision des domaines avec gestion communautaire, se rattachant dans une certaine mesure à la tradition communautaire maghrébine, et dans une autre à des exemples étrangers: sovkhozes, kolkhozes, communes chinoises, kibboutz israéliens, etc. Cette deuxième solution, dans la mesure où elle correspond sans doute à la conception des éléments les plus "socialistes" du Front, où elle offre les possibilités de gestion des domaines les plus rationnelles et où elle permet le meilleur "encadrement" des paysans sous l'égide de l'État, prévaudra sans doute, au moins pour les grands domaines plantés de vignes ou de céréales et employant de nombreuses machines agricoles.

Sur le plan technique, la transformation agraire prendra sans doute la forme d'une reconversion des cultures dictée par le double souci de satisfaire en priorité les besoins des populations locales (et par conséquent de rendre le pays moins dépendant de l'étranger) tout en conservant une certaine continuité avec les exploitations héritées des Européens. À cet égard, le problème du vignoble et de son sort sera le plus important. La vigne est en effet une des cultures souvent les mieux adaptées aux sols et aux conditions climatiques de la

plupart des régions où elle s'est développée, et on lui trouvera difficilement des cultures de remplacement. Mais par ailleurs la culture de la vigne demande une technique élaborée, dans laquelle beaucoup de paysans algériens n'ont pas d'expérience. Enfin, il y a le problème des débouchés évoqué plus haut, sur lequel nous ne reviendrons pas.

Quoiqu'il en soit la reconversion de l'agriculture algérienne ne pourra être que progressive, la rénovation des méthodes ne pourra être que lente. Ceci signifie que, dans le meilleur des cas, la production agricole n'augmentera que faiblement dans les années qui suivront l'indépendance. Quant à la main-d'œuvre excédentaire d'origine agricole qui atteint ou dépasse un million d'Algériens, on ne voit pas qu'elle puisse être absorbée par la transformation agraire dont il vient d'être question.

Industrialisation

L'élévation substantielle du niveau de vie des masses algériennes, la résorption du chômage, la mise au travail des nouvelles générations de jeunes en âge de travailler toujours plus nombreuses exigent autre chose. Les gouvernements français, depuis 1956, avaient vu comme seule issue l'industrialisation, et le Plan de Constantine prétendait amorcer la transformation de l'Algérie en un pays moderne.

Il est probable que, dans ce domaine, les équipes dirigeantes algériennes qui succéderont au pouvoir français adopteront une optique analogue. Mais ici encore il est bon de voir les implications et les limites de l'industrialisation.

Au stade actuel de l'industrialisation dans le monde, toute industrialisation d'un pays nouveau implique un retard à rattraper, un véritable bond, et non une croissance organique comme ce fut le cas dans les pays ayant commencé leur industrialisation au 19^{ème} siècle. Dans ce processus, le pays en cause ne saurait tirer les moyens de l'industrialisation --

en techniciens et en machines -- de son propre sein. Il lui faut faire appel à l'extérieur. C'est ainsi que s'est développée la notion "d'aide aux pays sous-développés", aide qui prend la forme de prêts de techniciens et d'instructeurs, de fournitures d'équipement, de dons d'argent ou de prêts de capitaux à faible intérêt. Dans les pays capitalistes le montant de cette aide, ou de l'intervention à mettre en œuvre, s'exprime en terme de capitaux. Par exemple, le plan de Constantine prévoit, pour l'industrialisation de l'Algérie, un montant d'investissement de l'ordre de 400 milliards de francs par an pendant cinq ans. Pour voir ce que cela représente à l'échelle des ressources de l'Algérie, on peut par exemple chiffrer ce que rapporterait à l'Algérie indépendante les pétroles sahariens dans l'hypothèse où celle-ci recevrait 50% des recettes au départ des puits. La production escomptée en régime de croisière étant d'environ 20 millions de tonnes, et le prix, au niveau de la production, d'environ 6.000 anciens francs la tonne, les ressources ainsi dégagées seraient de l'ordre de 60 milliards par an. On voit que l'on est loin de compte. C'est dire que l'indépendance politique ne s'accompagnera pas d'une égale indépendance économique. Tel est le prix inéluctable de l'industrialisation dans les conditions où elle est appelée à intervenir.

Voyons maintenant l'influence sur l'emploi. La caractéristique des usines modernes, par rapport à celles qui furent implantées au début de l'industrialisation en Europe, c'est la faible quantité de main-d'œuvre qu'elles exigent. Ainsi, le plan de Constantine, avec le complexe sidérurgique de Bône notamment, ne prévoit, au bout de cinq ans, que la création de 115 000 emplois nouveaux dans l'industrie. (Voir notamment la double page du "Monde" du 4 avril 1961 ou l'article d'André Gorz dans "Les Temps Modernes" de mars 1961). Autrement dit, l'industrialisation sera elle aussi, incapable d'absorber l'excédent de main-d'œuvre disponible. Qu'en sera-t-il, enfin, du niveau de vie ?

Compte tenu de la progression démographique, des progrès lents de l'agriculture et des limites de l'industrialisation, le revenu national -- pour employer la terminologie courante -- ou le produit social -- pour employer une terminologie moins classique -- ne progressera que faiblement au cours des prochaines années. C'est le fruit à peu près inéluctable des conditions naturelles et de la mauvaise orientation qu'a fait prendre à l'Algérie la puissance colonisatrice dont elle dépendait. L'élimination des privilèges européens qui prélèvent une part exorbitante de ce produit, une égalisation générale des revenus dans une Algérie socialiste (non bureaucratique bien sûr) permettraient de relever le niveau de vie des masses les plus défavorisées. Mais là encore il ne faut pas attendre des miracles, les progrès ne pourront être que faibles.

Cela revient à dire que, dans une très large mesure, le problème posé par l'Algérie -- comme d'ailleurs par nombre de pays où la misère et le sous-emploi sont la règle, tels l'Inde, l'Afrique du sud, certains pays latino-américains, etc. -- ne peut pas être résolu dans le cadre de l'Algérie elle-même, pas plus que dans celui du seul Maghreb ou du seul monde arabe. C'est un problème international qui exige une transformation radicale des rapports entre les puissances bien pourvues et les "nations prolétaires", qui implique l'abandon du principe des échanges compensés de nation à nation, propre au régime capitaliste, pour passer à une économie mondiale fondée sur la coopération et non sur la concurrence, sur la compensation des inégalités naturelles et non sur leur aggravation. Mais naturellement ce passage ne se fera pas par le jeu de la seule bonne volonté des nations pourvues. Il ne se fera que parce que ces nations y seront contraintes. Dans cette perspective la lutte du peuple algérien et ses prolongements après la "libération" prennent toute leur signification. L'indépendance ne sera qu'une étape, porteuse pour le peuple algérien, dans l'immédiat sans doute, d'un surcroît de misère, puis de nombreuses déceptions. Mais un

mouvement irréversible est déclenché. L'immobilisme mortel ancien est fini. Un certain espoir est désormais au bout du chemin.

[/Duparc/]

[(Sous le titre "Sociologie de l'Algérie", la collection "Que sais-je ?" publie un petit livre de Pierre Bourdieu qui insiste sur les aspects sociologiques du problème et qui montre bien comment la colonisation et la guerre ont bouleversé radicalement la société algérienne.)]